

EN RAISON D'UNE MÉTÉO EXCEPTIONNELLE AUX BALÉARES

333 passagers bloqués au port d'Alger

Le départ du car-ferry Tariq Ibn Ziad, jeudi passé, a été annulé en raison d'une dégradation exceptionnelle des conditions météorologiques, notamment au niveau du bassin occidental de la Méditerranée.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Conscientes des risques que représente une telle sortie en mer, les autorités de l'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV) ont décidé du départ du *Tariq Ibn Ziad* jusqu'à la fin du bulletin météo spécial. Un début de retour à

la normale est annoncé à compter d'aujourd'hui. Selon les responsables de l'ENTMV, des creux allant de neuf à quatorze mètres (la hauteur d'un immeuble) ont prévalu du côté des Baléares, en Espagne.

Cela a provoqué la formation d'un mur de vagues qui a rendu le tra-

fic maritime impossible dans les deux sens. Dans une telle situation, un navire risque tout simplement de couler, a-t-on précisé.

Dans un rapport adressé au président-directeur général de l'ENTMV, le commandant de bord de *Tariq Ibn Ziad* a expliqué que le certificat «limites opérationnel» n'autorise l'appareillage que lorsque la force du vent est inférieur à 8 beaufort. Ce qui n'est

pas le cas. Cette situation a obligé les 333 passagers embarqués à passer la nuit à l'intérieur du *Tariq Ibn Ziad*, resté en état d'amarrage.

Les passagers ont ainsi été pris en charge par l'Entreprise nationale de navigation.

Des dispositions ont été prises pour leur permettre de débarquer pour rejoindre leurs foyers en attendant que la tempête passe. Après avoir accompli toutes les for-

malités auprès des autorités compétentes, les passagers du *Tariq Ibn Ziad* ont commencé à quitter le navire dans l'après-midi d'hier.

Selon les prévisions météorologiques, une accalmie est attendue à compter d'aujourd'hui. Il n'en demeure que les indications de l'Office de la météorologie vont permettre la prise d'une décision finale.

Cela dit, il est fort probable que le car-ferry doive rester à quai jus-

qu'à lundi prochain. Même si les conditions météorologiques s'améliorent à partir d'aujourd'hui, par prudence, il a été décidé d'attendre le passage complet de la perturbation sur la Méditerranée occidentale.

Selon des spécialistes, la mer Méditerranée a très rarement connu ce genre de situation où la houle a provoqué des creux de 14 mètres.

N. M.

SUR DÉCISION DU CONSEIL DE LA MONNAIE ET DU CRÉDIT

Le capital minimum des banques porté à 10 milliards de dinars

Le Conseil de la monnaie et du crédit a décidé d'augmenter le capital minimum des banques à 10 milliards de dinars et des établissements financiers à 3,5 milliards de dinars. Ces établissements ont une année pour se conformer à cette décision.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A travers une décision rendue publique mercredi soir, le Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) auprès de la Banque d'Algérie revoit à la hausse le capital minimum requis des banques et établissements financiers opérant dans notre pays.

Si le règlement datant de mars 2004 fixait le capital requis à 2,5 milliards de dinars pour les banques et à 500 millions de dinars pour les établissements, le nouveau règlement adopté quadruple, voire multiplie par sept ces minimums.

Ainsi, le capital minimum des banques et des succursales de banques passe désormais à 10 milliards de dinars, soit quatre fois le montant initial.

Quant au capital minimum des établissements financiers et succursales d'établissements financiers, il augmente à 3,5 milliards de dinars, soit 7 fois le montant actuel.

A contrario du précédent règlement qui accordait un délai de deux années à ces établissements pour s'y conformer, le nouveau réduit ce délai de moitié.

Ainsi, les 9 banques et établissements financiers publics et les 17 banques et établissements financiers à capitaux mixtes à prédominance internationale,

opérant actuellement, ont une année pour revoir leur capital. Reste à connaître le pourquoi de ce réajustement, voire sa pertinence, et ce, malgré le fait, paradoxal, que le CMC autorise des banques, à leur demande, à augmenter leur capital, sachant que ces établissements auront à le faire une seconde fois en moins d'une année.

En effet, l'autorité bancaire a autorisé mercredi les augmentations de capital introduites antérieurement à ce nouveau règlement, par respectivement, la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) pour le porter à 33 milliards de dinars (15 milliards de dinars), la Gulf Bank Algérie (de 4 à 6,5 milliards de dinars), la BNP Paribas El Djazair (de 1 à 4,5 milliards de dinars) et la succursale de la banque HSBC Algeria (de 800 millions à 3,3 milliards de dinars).

Quelle pertinence pour cette décision du CMC ?

A ce propos, le CMC apporte quelques réponses en expliquant que cette augmentation «vise à renforcer davantage la solidité financière ainsi que la stabilité du système bancaire en Algérie et contribue également à la protection des déposants».

Allant plus loin, le CMC considère que ces mesures ont été prises pour renforcer les règles prudentielles et stimuler les crédits à l'investissement à moyen et long terme.

Il s'agit aussi pour les banques de renforcer leurs fonds propres comme l'exige la réglementation, de contribuer à l'amélioration de leur position et leur conférer des moyens d'intervention plus importants, tout en respectant en permanence le cadre prudentiel en vigueur.

Pour la Banque d'Algérie, ce renforcement de fonds propres de base s'inscrit dans la démarche d'amélioration soutenue des indicateurs de santé financière du système bancaire en Algérie.

Une décision que le CMC soutient également par le fait qu'«après la promulgation du règlement de mars 2004, amendement celui de 1993, il avait été constaté qu'un grand nombre de banques et d'établissements financiers s'étaient non seulement mis en conformité avec ce texte réglementaire mais avaient formulé des demandes en vue d'obtenir l'autorisation d'augmentation de capital, dépassant largement le capital minimum requis.

D'autres, par contre, s'étaient retrouvées dans l'incapacité de se conformer à ces exigences financières et avaient été, en conséquence, dissoutes».

Les banques en exercice pourront-elles se

conformer à cette nouvelle mesure, notamment celles à capitaux étrangers qui poursuivent leur expansion dans notre pays malgré la crise financière internationale et qui seront tenues de ramener plus d'une centaine de millions d'euros dans leur giron.

Et cela même si cette augmentation de capital peut être financée par certains de ces établissements, d'autres banques présentes en Algérie risquent de ne pas pouvoir le faire, leurs maisons mères n'étant pas en bonne santé financière.

Au-delà de la volonté de protéger les déposants (en cas de problèmes) et de faciliter le financement de l'investissement des grands projets d'envergure, un souci maintes fois exprimé par les pouvoirs publics et les opérateurs économiques, la révision à la hausse du capital minimum ne vise-t-elle pas, néanmoins, à remodeler le paysage bancaire dans le sens de la contraction, même si l'élargissement bancaire est préférable pour le financement ?

Ne reflète-t-elle pas d'autres considérants liés à la volonté de consolider le secteur public ?

Voire à la conduite de la politique monétaire, une conduite excessivement prudente ?

Autant de questionnements auxquelles l'autorité monétaire et bancaire ainsi que le gouvernement devront répondre.

C. B.

TRONÇON AUTOROUTIER
EL-HAMIZ- LARBAÂTACHE
(BOUMERDÈS)

Livvable

«Incessamment»

Le tronçon de l'autoroute Est-Ouest, reliant El-Hamiz (Alger) à Larbaâatche dans la wilaya de Boumerdès, a été au programme de la visite d'inspection du ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, jeudi dernier.

Long de 33 km, ce tronçon fait partie du lot centre de l'autoroute Est-Ouest en cours de réalisation par le groupement chinois CITIC-CRCC. Cet axe stratégique fait la jonction entre trois wilayas (Alger, Boumerdès et Bouira) et globalement avec l'est du pays.

Il compte 13 km d'autoroute, 18 ouvrages d'art, 12 passages supérieurs et 8 autres inférieurs et enregistre un taux d'avancement total de 100% pour l'infrastructure et 99% pour la superstructure.

Amar Ghoul a indiqué à l'issue de la visite que la section El-Hamiz-Larbaâatche sera réceptionnée avec d'autres tronçons autoroutiers prioritaires dans le futur proche.

«Si les conditions météorologiques seront favorables durant les trois prochaines semaines, cela suffira pour terminer le projet», soutient le ministre des Travaux publics en promettant, le cas échéant, l'ouverture de cette importante section «incessamment».

S'adressant aux responsables de l'entreprise chinoise et ceux de l'Agence nationale des autoroutes (ANA), le ministre donnera des instructions fermes pour le respect de la qualité des ouvrages en les exhortant à prendre en charge convenablement et dans les normes, le réseau routier et les voies de communication environnantes tant du point de vue corps de chaussée que celui de la signalisation qui, faut-il le souligner, ont été fortement endommagés par les passages incessants des engins de différents chantiers.

Répondant à une question sur le bilan de l'année 2008 du secteur des travaux publics, Amar Ghoul dira, sans aller dans le détail, que «le niveau de croissance du secteur sera nettement plus élevé cette année par rapport aux années précédentes, et encore davantage en 2009».

Il citera, à titre d'exemple, la réhabilitation de 10 000 km, le développement de 9000 km ainsi que la construction de 547 maisons cantonnières.

Pour l'année 2009, le taux de croissance du secteur des travaux publics sera dopé essentiellement par les différents projets structurants qui seront réceptionnés totalement ou en partie dans le courant de l'année.

Lotfi Mérad